

# La Corée du Nord et l'Iran : retour sur la politique de l'administration Bush et examen d'évolutions possibles après novembre 2006

Par Caroline Clarkson  
chercheur associé au CEREMS

La victoire des Démocrates lors des élections de mi-mandat aux États-Unis en novembre 2006 a ouvert l'espoir d'une nouvelle approche dans la politique étrangère américaine. Ceci est notamment le cas vis-à-vis de la Corée du Nord et l'Iran. Conséquence surtout de la politique de l'administration Bush, ces deux pays dotés d'ambitions nucléaires préoccupantes se transforment aujourd'hui en véritable casse-tête pour la communauté internationale.

Cet article propose d'analyser la politique de l'administration Bush vis-à-vis des prétentions nucléaires de la Corée du Nord et l'Iran, en fournissant à chaque fois un bref rappel historique des faits pertinents. Une comparaison sera faite avec le cas de la Libye, qui a choisi d'abandonner ses ambitions nucléaires. Par la suite, on se demandera ce que le changement de majorité au Congrès pourrait modifier dans la politique américaine vis-à-vis de la Corée du Nord et l'Iran. La question de l'Irak ne sera pas traitée en profondeur, beaucoup d'écrits existant déjà sur le sujet et l'échec de la stratégie de l'administration Bush vis-à-vis de ce pays paraissant aujourd'hui bien plus qu'évident.

## Introduction : des « États-voyous » à « l'axe du mal »

Le terme d' « État voyou » a été employé pour la première fois par les États-Unis dans les années 1990 sous le Président Bill Clinton pour désigner les États qui constituaient une menace pour les États-Unis. Il s'agissait de la Corée du Nord, Cuba, l'Irak, l'Iran, la Libye, le Soudan et la Syrie. L'expression était polémique dès sa première utilisation, en raison de la stigmatisation simpliste des pays en question. Pour répondre à ces critiques, mais également pour parvenir à plus de flexibilité dans ses rapports avec ces régimes, le département d'État a adopté en juin 2000 le terme, plus vague, d' « État source d'inquiétude »<sup>1</sup>.

Le Président Bush a cependant réinstauré l'expression d' « État-voyou » peu après sa prise de fonctions en 2001. Mais il est allé bien plus loin : dans son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, c'est-à-dire peu après les attentats du 11 septembre 2001, il a rangé la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak dans un « axe du mal ». Il a ajouté : « En cherchant à acquérir des armes de destruction massive, ces régimes posent un danger grave et grandissant. Ils pourraient fournir ces armes aux terroristes, leur donnant les moyens pour aller avec leur haine. Ils pourraient attaquer nos alliés ou essayer de faire chanter les États-Unis. Dans n'importe quel cas, le prix de l'indifférence serait catastrophique. » Plus loin, il termine en affirmant que, « Les États-Unis d'Amérique ne permettront pas aux régimes les plus dangereux du monde de nous menacer avec les armes les plus destructives du monde »<sup>2</sup>.

Ce discours simpliste a contribué à préparer le chemin pour l'invasion de l'Irak en mars 2003. Mais pour l'instant la politique de l'administration Bush vis-à-vis de l'Iran et la Corée du Nord a été nettement plus mesurée, en partie à cause des résultats catastrophiques de

<sup>1</sup> Voir "US Department of State Daily Press Briefing", 19/06/2000, <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/dprk/2000/dprk-000619.htm>

<sup>2</sup> Discours du Président sur l'état de l'Union, 29/01/2002, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>

l'invasion de l'Irak. Il n'est actuellement pas question, du moins publiquement, d'un changement de régime dans ces deux pays. Néanmoins, la stratégie de Washington envers ces deux pays, notamment avec la rupture de « l'axe du mal », s'inscrit dans la continuité, c'est-à-dire la stigmatisation et la diabolisation.

Bien évidemment, le terme « axe du mal » est très fort et diabolise sans concession le régime en question. Le rapprochement est vite fait avec « l'empire du mal », l'expression que le Président Reagan apposait à l'URSS dans les années 1980. Les deux termes ont clairement des fondements idéologiques ; pour les néoconservateurs, en premier le Président Bush, il était impensable de parler ou de négocier avec un régime qui ferait partie de « l'axe du mal ». L'administration Reagan, a contrario, a bien dialogué avec « l'empire du mal » pendant la Guerre froide, même si le contexte particulier de la bipolarité était évidemment très différent de celui d'aujourd'hui.

## **I. La Corée du Nord : d'une crise à l'autre**

### **a) Quelques rappels historiques**

Le premier essai nucléaire nord-coréen du 9 octobre 2006 n'est que le point culminant d'une longue stratégie habile de la part du régime stalinien à acquérir l'arme nucléaire. Pyongyang aurait reçu diverses aides en matière de technologie et de connaissances nucléaires au cours des cinq dernières décennies : l'URSS dans les années 1950, la Chine à partir des années 1970, et le Pakistan à partir de la fin des années 1990.

C'est avec la fin de la bipolarité que la situation prend une ampleur inédite. Une première crise éclate en 1993, sous l'administration Clinton, lorsque l'étendue du programme nucléaire nord-coréen commence à apparaître au grand jour. Plus provocatrice que dans le passé, Pyongyang menace de se retirer du TNP (Traité de non prolifération nucléaire) et refuse la demande de l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) de visiter des équipements suspects. C'est alors, sur la base de la résolution 825 du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>3</sup>, que l'administration Clinton entre en négociations bilatérales avec la Corée du Nord. Elle avait pourtant sérieusement étudié l'option du recours à la force, avant d'y renoncer. Les négociations aboutissent en 1994 à l'accord imparfait dit « *Agreed Framework* », qui prévoit que Pyongyang gèle sa production de plutonium et respecte ses engagements vis-à-vis de l'AIEA à une date future non déterminée. Si cet accord réussit à ralentir de manière temporaire une partie de la production nord-coréenne de plutonium, il incite en même temps le régime à démarrer un deuxième programme nucléaire, cette fois clandestin. Vers la fin des années 1990, Pyongyang aurait commencé un programme secret d'enrichissement d'uranium, avec l'aide du Pakistan – information qui n'a jamais réellement confirmée et qui reste sujette à caution.

En 2002, une deuxième crise éclate sous l'administration Bush, les services de renseignement américains ayant entre temps découvert le programme secret. L'administration exclut d'emblée les négociations bilatérales et hausse le ton à l'égard de Pyongyang, qui réplique de la même manière. Accusée de développer un programme secret et donc de violer l'*Agreed Framework*, la Corée du Nord accuse à son tour les États-Unis de ne pas tenir leurs engagements en vertu du même accord (livraisons de pétrole et construction de réacteurs civils). Elle finit par expulser les derniers inspecteurs de l'AIEA en décembre 2002, et par se retirer du TNP le mois suivant. Elle affiche clairement ses ambitions nucléaires (en février 2005, elle déclare détenir l'arme nucléaire) et en même temps elle accepte de participer aux pourparlers à six à Pékin, qui visent à trouver une solution diplomatique à la crise. Ces pourparlers comprennent la Corée du Nord, les États-Unis, la

---

<sup>3</sup> Cette résolution appelle la Corée du Nord à reconsidérer son annonce de retrait du TNP et à tenir ses engagements vis-à-vis de ce dernier. De plus, il encourage l'AIEA et les États membres de l'ONU à faciliter une solution. Voir <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/825f.pdf>

Chine, le Japon, la Corée du Sud et la Russie. Il y aura cinq cycles de négociations entre août 2003 et novembre 2005, mais une solution restera hors de portée. Un accord faillit être conclu en septembre 2005, mais la Corée du Nord l'a renié en réaction aux sanctions bancaires imposées quelques jours plus tard par les États-Unis, ces derniers l'accusant de blanchir de l'argent.

Par la suite, la Corée du Nord boycotta la table des négociations pendant tout juste un an avant de se raviser, sous pression chinoise, fin octobre 2006, c'est-à-dire après l'essai du 9 octobre dernier. Les pourparlers recommencent alors et s'achèvent sans succès en décembre 2006, mais devraient reprendre dans les semaines qui viennent.

### **b) La politique de l'administration Bush vis-à-vis de la Corée du Nord et son programme nucléaire**

Vis-à-vis de la Corée du Nord, l'administration Bush a poursuivi une stratégie dénommée ABC (*Anything But Clinton*, ou Tout Sauf Clinton). Cette stratégie non seulement plaçait Pyongyang dans « l'axe du mal », mais excluait par principe les négociations bilatérales. Certes, les États-Unis ont participé aux pourparlers à six, mais en plus de deux ans ces négociations difficiles se sont soldées par un échec embarrassant, puisque la Corée du Nord a effectué un essai nucléaire. Pyongyang a effectivement su jouer habilement sur les différences entre les cinq autres participants - ses trois voisins étaient notamment partisans d'une ligne moins dure que ne l'étaient les États-Unis et le Japon - tout en gagnant du temps pour poursuivre son programme nucléaire. Dans le même temps, elle a demandé à plusieurs reprises à entamer des négociations directes avec l'administration Bush, une demande systématiquement refusée.

Il est très important de se rappeler que les États-Unis et la Corée du Nord sont des adversaires jurés depuis la Guerre froide. A tort ou à raison, Pyongyang a peur de la superpuissance. Le ton dur de l'administration Bush augmentait donc la méfiance, déjà considérable, du régime de Kim Jong-il. Une forte méfiance des deux côtés est clairement très peu propice à une solution négociée. A ce propos, certains observateurs ont même estimé que le but des néoconservateurs était de saboter toute possibilité d'un règlement pacifique de la crise, notamment à travers l'imposition des sanctions bancaires.

De plus, le fait de diaboliser un État réduit nettement les options stratégiques possibles à son encontre, notamment les négociations bilatérales. Même si l'administration Bush avait voulu dialoguer directement avec Pyongyang, ce choix aurait conduit à une perception de faiblesse du côté américain, et de victoire pour le régime stalinien, étant donné le classement de ce dernier dans « l'axe du mal ». Démarche trop contraignante, la diabolisation amène ainsi les États-Unis à se lier les mains. Enfin, la diabolisation permet aux États ciblés de jouer plus facilement les victimes, surtout vis-à-vis de leurs propres populations, et ce d'autant plus dans les dictatures sans autre source d'information que le régime.

## **II. L'Iran : la puissance qui monte**

### **a) Quelques rappels historiques**

Comme pour la Corée du Nord, les aventures nucléaires de l'Iran ne datent pas d'hier. Par une ironie courante du sort, ce sont d'abord les États-Unis, à l'époque du Shah, qui auraient aidé l'Iran à acquérir la technologie et les connaissances nucléaires. Ainsi, à partir de la fin des années 1950, et jusqu'à la révolution islamique de 1979, l'aide américaine et européenne a très largement appuyé le programme nucléaire iranien.

Avec la révolution, le soutien occidental s'est tari. L'Iran a néanmoins continué en secret son programme nucléaire à partir de 1984, après une pause de cinq ans. Elle aurait notamment

reçu de l'aide de la part de la Russie et de la Chine. En août 2002, la polémique récente débute, lorsqu'un dissident iranien révèle l'existence de deux sites nucléaires inconnus. Peu de temps après, en décembre de la même année, l'administration Bush accuse l'Iran de chercher à fabriquer des armes nucléaires. Par la suite, l'Iran ne cachera plus ses ambitions nucléaires, tout en affirmant qu'elles sont uniquement pacifistes. En avril 2006, il déclare avoir enrichi de l'uranium pour la première fois.

Mais contrairement au cas nord-coréen, il est très important de rappeler que les États-Unis n'ont presque pas eu de rapports diplomatiques avec l'Iran depuis 26 ans, c'est-à-dire depuis la crise iranienne des otages<sup>4</sup>. Des contacts diplomatiques existent certes à travers l'ambassade suisse à Téhéran, dont une section représente les intérêts américains en Iran depuis la rupture des relations diplomatiques<sup>5</sup>. De plus, le Président Bill Clinton et la secrétaire d'État Madeleine Albright ont tenté un rapprochement après l'élection du président Khatami en 1997, puis des réformistes aux élections parlementaires de mars 2000 (le classement de l'Iran dans « l'axe du mal » par le Président Bush a coupé court à cette tentative). Néanmoins, la relation entre les deux pays reste aujourd'hui unique. Pour citer le sous-secrétaire d'État américain aux affaires politiques, Nicholas Burns, « c'est la relation la plus inhabituelle que nous avons avec n'importe quel pays du monde »<sup>6</sup>.

Se trouvant donc dans l'impossibilité de tenir des négociations bilatérales, Washington était plutôt heureuse de laisser la « troïka » européenne (France, Allemagne, Royaume-Uni) s'occuper du dialogue avec les Iraniens sur leur ambitions nucléaires. Ces pourparlers ont ainsi été entamés en 2003. Malgré la patience des Européens, les discussions ont été très peu productives. Avant tout, elles semblent avoir permis aux Iraniens de gagner du temps pour continuer à travailler sur leur programme nucléaire. La troïka avait beau proposer des mesures incitatives importantes à l'égard de l'Iran, ce dernier les a systématiquement refusées. Le 4 février 2006, face au refus de l'Iran de coopérer pleinement avec l'AIEA, le Conseil des gouverneurs de ce dernier a renvoyé le dossier devant le Conseil de sécurité. Après des mois de discussion, la résolution 1737, imposant pour la première fois des sanctions sur l'Iran, a été votée à l'unanimité le 23 décembre 2006<sup>7</sup>. Mais le prix d'un accord sur cette résolution était son contenu assez faible - les sanctions ne sont pas très fortes, même si elles semblent déjà avoir un effet sur Téhéran.<sup>8</sup>

A l'heure actuelle, l'administration Bush hausse considérablement le ton vis-à-vis de l'Iran, dans la mesure où les soldats américains ont désormais le droit de tuer des agents iraniens en Irak<sup>9</sup> et où des frappes aériennes américaines contre des installations nucléaires iraniennes restent malheureusement une option fort plausible. Signe de ce regain de tensions, les États-Unis envoient actuellement (début 2007) des équipements aéronavals supplémentaires dans le golfe Persique, y compris deux porte-avions. Ceci représente l'accumulation navale américaine la plus importante depuis l'invasion d'Irak en mars 2003.

De plus, des divergences importantes commencent à faire jour entre les États-Unis et l'Europe, avec en premier la possibilité de frappes aériennes américaines. Cette hypothèse,

---

<sup>4</sup> Le 4 novembre 1979, cinquante-deux membres du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran ont été pris en otage et détenus pendant 444 jours. Cet épisode a marqué les débuts de la République islamique d'Iran et ses relations exécrables avec les États-Unis.

<sup>5</sup> "Ahmadinejad sends letter to Bush", BBC News, 08/05/2006,

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/4983868.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4983868.stm)

<sup>6</sup> "Iran's gulf of misunderstanding with US", BBC News, 25/09/2006,

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/5377914.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/5377914.stm)

<sup>7</sup> Voir <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/681/43/PDF/N0668143.pdf?OpenElement>

<sup>8</sup> "Powerful yet weak - a US dilemma", Guardian Unlimited, 01/02/2007,

<http://www.guardian.co.uk/usa/story/0,,2003309,00.html>

<sup>9</sup> « Les soldats américains seraient autorisés à tuer les agents iraniens présents en Irak », Le Monde.fr, 26/01/2007

exclue par les Européens - à l'exception notable du Royaume-Uni – voit sa probabilité d'occurrence augmenter avec le temps pour trois raisons : les Iraniens continuent, selon toute vraisemblance, d'avancer avec leur programme nucléaire, le Président Bush approche la fin de son dernier mandat, et la crispation des États-Unis vis-à-vis de l'ingérence iranienne en Irak augmente. Il existe également des divergences entre Européens et Américains sur l'application des sanctions contenues dans la résolution 1737. De plus, la Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité, hésitent, principalement pour des raisons économiques, à appliquer les sanctions votées. Il semble donc y avoir une impatience grandissante du côté américain. La situation est donc extrêmement tendue et une escalade reste fort possible, d'autant plus que les États-Unis ont déjà fait savoir plusieurs fois qu'ils n'accepteraient pas un Iran qui dispose de l'arme nucléaire.

### **b) La politique de l'administration Bush vis-à-vis de l'Iran et son programme nucléaire**

A ce jour (mars 2007), les États-Unis continuent d'exclure un dialogue bilatéral de haut niveau avec l'Iran, avant de voir « des progrès »<sup>10</sup> sur la question nucléaire. Les pourparlers directs sont pourtant une demande régulière de la part des Iraniens, comme dans le cas nord-coréen. De manière similaire, en mai 2006, la secrétaire d'État américaine Condoleeza Rice avait proposé que les États-Unis se joignent aux négociations entre la troïka européenne et l'Iran. Mais elle y a donné comme condition préalable que l'Iran suspende son travail d'enrichissement d'uranium, une demande évidemment refusée par Téhéran. Cette position des États-Unis, qui consiste à exiger que l'Iran fasse des concessions - souvent irréalistes - en premier, rappelle fortement les pourparlers à six avec la Corée du Nord. Lors de ces derniers, les États-Unis avaient exigé le démantèlement complet, vérifiable et irréversible du programme nucléaire nord-coréen comme condition préalable à des concessions du côté américain (notamment la levée des sanctions bancaires imposées au régime stalinien)<sup>11</sup>.

Ceci est donc une tactique courante dans l'approche américaine vis-à-vis des « États-voyous » ou membres de « l'axe du mal ». En effet, il faut que le pays stigmatisé fasse le premier pas conciliatoire en direction des États-Unis, pour que ces derniers puissent dignement considérer la proposition et éventuellement l'accepter. Le schéma inverse ferait perdre la face aux États-Unis, car ce serait faire preuve de faiblesse envers un régime peu fréquentable. Dans le même temps, le calcul identique s'effectue souvent (mais pas toujours) du côté du régime stigmatisé. Ceci menant, la plupart du temps, à l'impasse.

Dans le cas iranien, les « durs » sont actuellement en position de force dans chaque pays. Aux États-Unis, même si de nombreux néoconservateurs ne sont plus membres de l'administration Bush, l'approche conflictuelle avec l'Iran semble être la politique en vigueur. Dans le même temps, suite à la guerre en Irak, l'Iran est devenu beaucoup plus sûr de lui et provocateur. L'aile dure iranienne raisonne en fait de la même manière que l'administration Bush, dans la mesure où montrer une ouverture lui ferait perdre la face. Pour citer Ray Takeyh du *Council on Foreign Relations*, « La leçon amère de la République islamique reste que les irréductibles ont historiquement été les seuls bénéficiaires de l'antagonisme américain »<sup>12</sup>. De plus, l'existence de problèmes économiques non négligeables en Iran<sup>13</sup>

<sup>10</sup> « Washington « peu disposé » à un dialogue direct avec l'Iran, selon John Negroponte », Le Monde.fr, 31/01/2007

<sup>11</sup> Voir «North Korea's Options in 2007», par Hyeong Jung Park, Brookings Northeast Asia Commentary, Brookings Institution, janvier 2007,

<http://www.brook.edu/fp/cnaps/commentary/park20070101.htm>

<sup>12</sup> Voir «Botching Iran», par Daniel Benjamin, publié dans The National Interest, Brookings Institution, 03/01/2007, <http://www.brook.edu/views/articles/benjamin/20070103.htm>

<sup>13</sup> A la mi-janvier 2007, l'inflation était officiellement entre 10 et 15 % et le chômage de 12%. Mais ces chiffres semblent sous-estimer la réalité. Voir «President's future in doubt as MPs rebel and economic crisis grows», Guardian Unlimited, 16/01/2007, <http://www.guardian.co.uk/frontpage/story/0,,1991414,00.html>

fait que le président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad et ses proches irréductibles ont intérêt à jouer la carte populiste concernant le programme nucléaire et simultanément à tenir un discours fortement anti-américain.

### **III. La Libye : le retour au bercaïl**

#### **a) Quelques rappels historiques**

Les États-Unis ont eu des relations antagonistes avec la Libye depuis la prise de pouvoir en 1969 du Colonel Mouammar Kadhafi et l'institution d'une économie socialiste dans le pays. Plusieurs raisons ont fait que la Libye a longtemps été un « État-voyou » aux yeux de Washington. Le régime libyen a longtemps soutenu de nombreux groupes terroristes au Moyen Orient, surtout palestiniens. De plus, la Libye a fini par admettre sa responsabilité en tant qu'État dans deux attentats contre des avions de ligne - l'explosion d'un avion américain au-dessus de la petite ville écossaise de Lockerbie en 1988, faisant 270 victimes, dont 189 Américains, et celui, l'année suivante, d'un avion français qui a explosé au-dessus du Niger, faisant 170 victimes. Le régime de ce pays arabe et musulman a longtemps tenu un discours fermement anti-impérial, anti-américain, et anti-Israël. Il a longtemps été un des régimes les plus répressifs au monde et continue de bannir toute critique ou opposition interne. Enfin, la Libye avait démarré clandestinement des programmes nucléaire, chimique, et biologique, ainsi que la fabrication de missiles balistiques.

#### **b) La politique de l'administration Bush vis-à-vis de la Libye et son programme nucléaire**

Le 19 décembre 2003, à la surprise générale, la Libye a annoncé son intention d'abandonner ses ADM (armes de destruction massives) et d'ouvrir le pays aux inspecteurs. Des négociations avaient eu lieu en secret avec les États-Unis et le Royaume-Uni depuis mars 2003.<sup>14</sup> La Libye s'est montrée de bonne foi dans sa coopération avec les États-Unis et a fourni de précieux renseignements concernant la prolifération nucléaire. En retour, en 2004 les États-Unis ont levé la plupart de leurs sanctions et ont rétabli la plupart de leurs rapports diplomatiques avec la Libye, qui avaient été rompus depuis 1980. En mai 2006, les rapports diplomatiques ont été pleinement rétablis. Dans le même temps, les États-Unis ont enlevé la Libye de sa liste des États qui soutiennent le terrorisme, permettant donc la levée des dernières sanctions à son encontre.

Selon le discours officiel américain, le retournement libyen provient du fait que le Colonel Kadhafi avait pris peur après l'invasion de l'Irak et avait bien compris qu'il était peut-être la prochaine cible. Sa décision fortuite d'abandonner ses programmes d'ADM montrerait donc que la seule menace de l'usage la force s'était avérée efficace pour changer son comportement.

S'il existe sûrement une part de vérité dans ce raisonnement - Kadhafi avait été une des bête noire de Washington bien plus longtemps que ne l'avait été Saddam Hussein - les raisons de la transformation libyenne sont en fait multiples et remontent à bien avant l'invasion de l'Irak<sup>15</sup>. La principale est d'ordre économique. Les sanctions<sup>16</sup> imposées sur le pays avaient eu des conséquences catastrophiques sur l'économie libyenne. Déjà à la fin

---

<sup>14</sup> « La Libye renonce aux armes de destruction massive », Paula DeSutter, eJournal USA (Revue électronique du département d'État), mars 2005, <http://usinfo.state.gov/journals/itps/0305/ijpf/desutter.htm>

<sup>15</sup> Selon un article du *Financial Times*, la Libye aurait proposé aux États-Unis de renoncer à ses programmes d'ADM dès 1999. Voir "The Iraq War did not Force Gadaffi's Hand", par Martin S. Indyk, *The Financial Times*, 09/03/2004, <http://www.brookings.edu/views/op-ed/indyk/20040309.htm>

<sup>16</sup> Les États-Unis ont imposé des sanctions économiques étendues, notamment sur le secteur pétrolier libyen, entre 1981 et 2004. Les sanctions de l'ONU (embargo sur les armes et les équipements pétroliers), mises en place en 1992 et 1993, ont été suspendues en 1999 et formellement levées en 2003.

des années 1990, le chômage était de 30 % et l'inflation de 50%. Pendant ce temps, un programme d'austérité mis en place par le régime a encore empiré la situation : bon nombre de Libyens ont dû prendre un deuxième travail pour joindre les deux bouts.

Des considérations d'ordre démographique sont aussi importantes à prendre en compte. La Libye dispose d'une population très jeune - l'âge moyen est de seulement 22 ans. Face au chômage élevé et au manque de perspectives d'avenir, les jeunes Libyens commençaient à s'impatienter. Une population jeune et en colère est évidemment extrêmement dangereuse pour tout régime qui manque de légitimité.

Le régime libyen était donc conscient qu'il fallait agir. Mais la Libye était et reste une dictature de nature socialiste, sans État de droit ni institutions administratives qui fonctionnent. Il s'est donc avéré impossible de moderniser le pays à travers la privatisation. La seule solution viable était d'attirer des investissements directs étrangers, notamment dans le secteur pétrolier. Mais pour cela, il fallait que les sanctions soient levées.

Un autre facteur clé dans le retournement libyen est l'influence du fils aîné du dictateur, Seif el-Islam Kadhafi. Il passe pour un réformateur avec des vues modérées<sup>17</sup> et semble être l'héritier présomptif de son père. Dans cette perspective, il est très impliqué dans le processus actuel de réforme économique.

De manière plus générale, le Colonel Kadhafi semblait avoir pris la mesure de la nouvelle donne géopolitique post 11-septembre. Il a compris que son pays avait plus à gagner de l'ouverture économique et du respect international que de tenir un discours violemment anti-impérialiste et de développer des ADM.

Les raisons pour le retour de la Libye au bercail sont donc uniques et tiennent pour beaucoup à des considérations politiques internes. Mais ceci est un enseignement utile en lui-même, surtout avec l'exemple iranien à l'esprit. On peut tirer quatre autres enseignements du cas libyen. Premièrement, le plus important est le fait que la politique américaine vis-à-vis d'un État-voyou n'est pas immuable. Malgré le fait que le Colonel Kadhafi ait été une bête noire de Washington pendant plus de 20 ans, cela n'a pas empêché les deux pays de se réconcilier. Deuxièmement, l'exemple libyen est la preuve que des sanctions multilatérales peuvent être efficaces. Certes, l'économie libyenne est dépendante à 90% du pétrole, mais il est clair que sans l'effet dévastateur des sanctions, le Colonel Kadhafi n'aurait pas été obligé de changer son comportement. Troisièmement, le succès libyen est la preuve que la diplomatie (ou l'engagement) peut fonctionner, à condition que les deux parties soient de bonne foi. Pour citer Saif Kadhafi, lors d'un entretien en 2004, « Au début la question était la confiance car nous n'avions pas confiance l'un en l'autre à l'époque, mais tout doucement nous avons réussi à rapprocher les deux partis. Nous nous sommes assis ensemble dans un endroit et nous avons parlé face-à-face afin d'effacer la méfiance et je pense que c'était le début. Après cela tout était OK, car les deux côtés se sont rendus compte que les deux sont de bonne foi et sincères et sérieux concernant le rapprochement »<sup>18</sup>. Quatrièmement et enfin, on rappellera que c'est l'État-voyou en question qui a fait le premier pas envers les États-Unis, et non l'inverse.

#### **IV. Quelle politique après novembre 2006 ?**

Lors de l'examen d'évolutions possibles dans la politique américaine vis-à-vis de l'Iran et de la Corée du Nord, la prudence doit être de mise. En effet, la majorité des pouvoirs en

---

<sup>17</sup> Sur le sort des cinq infirmières bulgares condamnées à mort par la justice libyenne pour avoir inoculé le sida à des enfants, et qui ont déjà passé huit ans en prison, il a récemment assuré qu'elles ne seraient pas exécutées. Voir « La Libye n'exécutera pas les infirmières bulgares selon l'un des fils de Kadhafi », Le Monde.fr, 28/01/2007

<sup>18</sup> Voir l'entretien : "Saif Gaddafi's vision for Libya", BBC News, 16/11/2004, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4014147.stm>

matière de politique étrangère sont entre les mains de l'exécutif américain. Il convient aussi de se rappeler que si les Démocrates disposent d'une majorité confortable de 30 sièges à la Chambre des représentants, leur majorité est très étroite au Sénat, où elle ne se résume qu'à un seul siège. Néanmoins, on peut également regarder vers les élections présidentielles de 2008, où une victoire démocrate semble, du moins pour l'instant, assez probable.

#### a) Sur la Corée du Nord

Il semble certain que les pourparlers à six à Pékin vont continuer sous l'administration Bush. Une bonne nouvelle est qu'il semble déjà y avoir un certain assouplissement du côté américain, les États-Unis semblant avoir compris qu'il faudrait plus de flexibilité pour parvenir à une solution. Ainsi, lors des derniers pourparlers en décembre 2006, et contrairement à leur démarche habituelle, les États-Unis n'ont pas réitéré leur demande d'un démantèlement complet, vérifiable et irréversible du programme nucléaire nord-coréen<sup>19</sup>.

Néanmoins, il convient de rester réaliste sur les résultats possibles de ces pourparlers. La Corée du Nord se trouve dans une position de force et il demeure peu probable qu'elle renonce à l'arme nucléaire. Elle va donc sûrement tenter de mettre ses interlocuteurs devant le fait accompli. Un objectif plus réaliste serait d'exiger le gel de sa production nucléaire et l'ouverture des sites aux inspecteurs de l'AIEA. Ce résultat serait imparfait, mais le meilleur possible dans les circonstances actuelles, un peu comme l'*Agreed Framework* conclu en 1994.

Une autre stratégie possible pour les Démocrates serait d'adopter une approche plus globale de la question nord-coréenne<sup>20</sup>. Cette approche comprendrait notamment la question des droits de l'homme et les réformes économiques, afin d'encourager une ouverture du pays. L'avantage de cette approche est qu'elle peut graduellement réduire la méfiance mutuelle des deux côtés. Cependant, pour l'instant cette stratégie ne fait pas l'unanimité parmi les Démocrates<sup>21</sup>.

Si les Démocrates remportent la Maison Blanche en 2008, il est fort possible qu'ils entrent en négociations bilatérales avec Pyongyang, comme l'avait fait l'administration Clinton. Cependant, il semble qu'ils ne remettraient pas en cause les pourparlers à six. Ces derniers restent en effet essentiels pour trouver une solution à la crise qui convienne à tous les pays de la région - les États-Unis sont effectivement loin d'être les seuls concernés par la crise nord-coréenne. De plus, la Chine, aujourd'hui seul alliée de Pyongyang et organisatrice des pourparlers, dispose de beaucoup plus d'influence sur cette dernière que n'en ont les États-Unis. Ainsi, malgré les limites des pourparlers multilatéraux, notamment le risque de divisions entre les participants, la recherche d'une solution négociée entre la Corée du Nord et tous ses voisins reste indispensable<sup>22</sup>.

#### b) Sur l'Iran

L'évolution de la crise iranienne est plus difficile à prédire. Il demeure fort possible que l'administration Bush procède à des frappes aériennes sur l'Iran. Si c'est le cas, il faudrait alors attendre des années, voire des décennies, pour un éventuel rapprochement, comme

---

<sup>19</sup> Voir note 11.

<sup>20</sup> Voir "Wrong on North Korea", par Bruce B. Lee et Michael E. O'Hanlon, publié dans The Baltimore Sun, Brookings Institution, 13/07/2005, <http://www.brookings.edu/views/op-ed/ohanlon/20050713.htm>

<sup>21</sup> Voir "The Democratic Victory in Congress: Implications for Asia", par Robert Sutter, Brookings Northeast Asia Commentary, Brookings Institution, décembre 2006, <http://www.brook.edu/fp/cnaps/commentary/sutter20061201.htm>

<sup>22</sup> Conférence à Sciences Po Paris de Dr Chung-in Moon, Professeur de Sciences Politiques à l'université de Yonsei (Corée du Sud) et Ambassadeur pour les affaires de sécurité internationale au Ministère sud-coréen des affaires étrangères et du commerce, 26/10/2006.

dans le cas de la Libye (cette dernière avait été bombardée par les États-Unis sous l'administration Reagan, en 1986).

Même si les États-Unis ne recourent pas à la force contre l'Iran, un changement de position globale sur le nucléaire iranien de la part de l'administration Bush avant 2008 semble peu probable. Toutefois, l'idée de dialoguer avec l'Iran prend de l'ampleur dans les cercles américains modérés, mais plutôt en raison de l'imbroglio irakien. Publié le 6 décembre 2006, le rapport du Groupe d'étude sur l'Irak, une commission bipartisane chargée de fournir des recommandations pour sortir du brouillard irakien, préconise un dialogue direct entre les États-Unis, d'une part, et l'Iran et la Syrie, de l'autre. Selon le rapport, « Le fait de traiter avec l'Iran et la Syrie est controversé. Néanmoins, il est de notre avis qu'en matière de diplomatie, une nation peut et devrait engager ses adversaires et ennemis pour essayer de résoudre des conflits et différences en harmonie avec ses propres intérêts »<sup>23</sup>. Le groupe appelle ensuite à un dialogue multilatéral avec l'Iran et la Syrie sans conditions a priori. Ainsi, même si le rapport traite de la situation en Irak, le Groupe d'étude garde à l'esprit le dossier nucléaire iranien, pour lequel son raisonnement est tout aussi pertinent.

Cependant, comme dans le cas de la Corée du Nord, il convient de rester prudent sur les résultats possibles d'éventuels pourparlers avec l'Iran. Avec l'imbroglio irakien, les États-Unis ont aujourd'hui deux grandes revendications vis-à-vis de l'Iran - non seulement l'arrêt du programme nucléaire, mais aussi l'arrêt du soutien iranien aux milices chiites. Les Iraniens risqueraient donc d'être dans une position de force et pourraient facilement proposer de donner des concessions sur une question, moyennant des concessions de la part des États-Unis sur une autre. Les négociations risquent donc d'être très difficiles. Mais ces dernières ne sont jamais une solution miracle lorsqu'il s'agit des ambitions nucléaires d'« États-voyous », surtout ceux qui ont déjà un programme nucléaire bien avancé. Comme pour Corée du Nord, il faudrait donc que les États-Unis soient prêts à accepter un accord imparfait avec l'Iran, faute de mieux.

Du côté démocrate, il reste un problème considérable d'ordre électoral, dans la perspective des élections de 2008. En effet, les Démocrates sont confrontés à un problème récurrent, celui d'être perçus comme faibles sur le plan sécuritaire. Le fait de dialoguer avec un adversaire juré des États-Unis, surtout un régime dont le président actuel tient ouvertement des propos négationnistes sur la Shoah et qui a affirmé en public qu'« Israël doit être rayé de la carte »<sup>24</sup>, ne risquerait que de renforcer cette impression.

## Conclusion

La politique de l'administration Bush vis-à-vis de la Corée du Nord a été caractérisée par une ligne dure qui s'est révélée contre-productive, puisque pendant ce temps la Corée du Nord a réussi à patiemment accroître son arsenal nucléaire et a même procédé à un essai nucléaire. Des signes récents d'un assouplissement sont certes favorables, mais il convient de garder à l'esprit le fait qu'une solution négociée est aujourd'hui beaucoup plus difficile à atteindre que dans le passé. En effet, Pyongyang se trouve désormais dans une position de force relative et essaiera sûrement d'imposer le fait accompli nucléaire au reste du monde. Les États-Unis devraient donc être prêts à accepter une solution imparfaite, à l'image de l'« *Agreed Framework* » négocié par l'administration Clinton en 1994. Le fait de devoir se

---

<sup>23</sup> "The Iraq Study Group Report", rapport du Groupe d'étude sur l'Irak, co-présidé par James Baker et Lee Hamilton, 06/12/2006, p 36.

Voir [http://www.usip.org/isg/iraq\\_study\\_group\\_report/report/1206/iraq\\_study\\_group\\_report.pdf](http://www.usip.org/isg/iraq_study_group_report/report/1206/iraq_study_group_report.pdf)

<sup>24</sup> « En voie de radicalisation, l'Iran veut "rayer" Israël de la carte », Le Monde.fr, 27/10/2005, mis à jour le 28/04/2006, <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3218,36-703852@51-696183,0.html>

contenter d'un tel accord montre bien que la politique de l'administration Bush n'a en rien fait avancer la situation pendant plus de 12 ans, bien au contraire<sup>25</sup>.

Quant à la politique américaine envers l'Iran, elle s'inscrit plus dans la continuité, dans la mesure où Téhéran est un adversaire juré de Washington depuis 1979, et vice versa. Il faudrait néanmoins parvenir à rompre ce cycle vicieux, car pour l'instant l'Iran ne fait que gagner du temps pour avancer sur son programme nucléaire. Les enjeux sont tels que les États-Unis devraient engager un dialogue avec l'Iran sur son programme nucléaire. Ces pourparlers pourraient également permettre d'améliorer la situation désastreuse en Irak. Néanmoins, un tel dialogue semble peu probable avant 2008 et l'arrivée d'un président démocrate, plus conciliant. Même dans cette hypothèse, il faudrait très probablement attendre aussi l'arrivée d'un nouveau président à Téhéran, moins diviseur, afin de permettre à Washington de garder la face.

## **Bibliographie**

### **Sur les « États-voyous » en général**

"US Foreign Policy and Rogue States", par Barry Rubin, Middle East Review of International Affairs, vol 3, n°3, septembre 1999, <http://meria.biu.ac.il/journal/1999/issue3/jv3n3a7.html>

« Les dilemmes de la politique américaine vis-à-vis des « *Rogue States* », Meghan L. O'Sullivan, Politique étrangère, n°1, 2000, [http://www.ifri.org/files/politique\\_etrangere/PE\\_1\\_00\\_OSullivan.pdf](http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_1_00_OSullivan.pdf)

"US Department of State Daily Press Briefing", 19/06/2000, <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/dprk/2000/dprk-000619.htm>

« L'Amérique, « État voyou » », par Noam Chomsky, Le Monde diplomatique, août 2000, <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/08/CHOMSKY/14129>

Discours du Président sur l'état de l'Union, 29/01/2002, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>

"Analysis: Dealing with the 'axis'", BBC News, 21/10/2002, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/2346863.stm>

Résumé de "Classifying Evil: Bush Administration Rhetoric and Policy towards Rogue Regimes", par Raymond Tanter, The Washington Institute for Near East Policy, février 2003, <http://www.washingtoninstitute.org/templateC04.php?CID=52>

"Nuclear Weapons and Rogue States: Challenge and Response", Discours de John R. Bolton, Under Secretary for Arms Control and International Security, 02/12/2003, <http://www.state.gov/t/us/rm/26786.htm>

"The challenge of proliferation", rapport du Aspen Strategy Group (voir chapitre de Robert J. Einhorn sur la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan), février 2005, <http://www.aspeninstitute.org/atf/cf/%7BDEB6F227-659B-4EC8-8F84-8DF23CA704F5%7D/ASGChallengeTextwCOVER.pdf>

"Iran: Rogue State?" par Ali Mostashari, MIT Center for International Studies Audit of the Conventional Wisdom, septembre 2005, [http://web.mit.edu/CIS/pdf/Audit\\_9\\_05\\_Mostashari.pdf](http://web.mit.edu/CIS/pdf/Audit_9_05_Mostashari.pdf)

"U.S. Must Resign Itself to "Rogue" State Nukes", par Ivan Eland, The Independent Institute, 26/09/2005, <http://www.independent.org/newsroom/article.asp?id=1576>

---

<sup>25</sup> Voir "The Limits of North Korea Talks", par Ivo H. Daalder, publié dans America Abroad Weblog, Brookings Institution, 03/11/2006, <http://www.brook.edu/views/op-ed/daalder/blog20061103.htm>

“Iran, Iraq, North Korea: Bush is No Longer Just Muscles”, par Philip. H. Gordon, publié dans Corriere della Sera, Brookings Institution, 17/07/2006  
<http://www.brook.edu/views/op-ed/gordon/20060717.htm>

“Forging A World Of Liberty Under Law: US National Security In The 21st Century” (Final Report of the Princeton Project on National Security), 27/09/2006,  
<http://www.princeton.edu/ppns/report/FinalReport.pdf>

“Dangerous diplomacy”, The Economist, 23/12/2006

## **Sur la Corée du Nord**

Résolution 825 du Conseil de sécurité de l'ONU, 11/05/1993,  
<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/825f.pdf>

“US faces Korean dilemma”, BBC News, 08/01/2003, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/2634911.stm>

“N Korea denies chemical tests”, BBC News, 05/02/2004, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/3461935.stm>.

“Wrong on North Korea”, par Bruce B. Lee et Michael E. O'Hanlon, publié dans The Baltimore Sun, Brookings Institution, 13/07/2005  
<http://www.brookings.edu/views/op-ed/ohanlon/20050713.htm>

Conférence à Sciences Po Paris de Dr Chung-in Moon, Professeur de Sciences Politiques à l'université de Yonsei (Corée du Sud) et Ambassadeur pour les affaires de sécurité internationale au Ministère sud-coréen des affaires étrangères et du commerce, 26/10/2006.

“US expects fresh N Korean test”, BBC News, 30/10/2006,  
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6097658.stm>

“The Limits of North Korea Talks”, par Ivo H. Daalder, publié dans America Abroad Weblog, Brookings Institution, 03/11/2006  
<http://www.brook.edu/views/op-ed/daalder/blog20061103.htm>

“The Democratic Victory in Congress: Implications for Asia”, par Robert Sutter, Brookings Northeast Asia Commentary, Brookings Institution, décembre 2006  
<http://www.brook.edu/fp/cnaps/commentary/sutter20061201.htm>

“North Korea talks end in deadlock”, BBC News, 22/12/2006,  
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6202623.stm>

“North Korea's options in 2007”, par Hyeong Jung Park, Brookings Northeast Asia Commentary, Brookings Institution, janvier 2007  
<http://www.brook.edu/fp/cnaps/commentary/park20070101.htm>

“N Korea talks ‘could resume soon’”, BBC News, 05/01/2007, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6235359.stm>

## **Sur l'Iran**

“Timeline: Iran nuclear crisis”, BBC News, mis à jour 24/09/2005,  
[http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/4134614.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4134614.stm)

« En voie de radicalisation, l'Iran veut "rayer" Israël de la carte », Le Monde.fr, 27/10/2005, mis à jour le 28/04/2006, <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3218,36-703852@51-696183,0.html>

“Ahmadinejad sends letter to Bush”, BBC News, 08/05/2006, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/4983868.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4983868.stm)

“Iran’s gulf of misunderstanding with US”, BBC News, 25/09/2006, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/5377914.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/5377914.stm)

“Bringing Iran to the Bargaining Table”, par Kenneth M. Pollack, publié dans Current History, Brookings Institution, novembre 2006, <http://www.brookings.edu/views/articles/pollack/20061107.pdf>

“The Iraq Study Group Report”, rapport du Groupe d’étude sur l’Irak, co-présidé par James Baker et Lee Hamilton, 06/12/2006, [http://www.usip.org/isg/iraq\\_study\\_group\\_report/report/1206/iraq\\_study\\_group\\_report.pdf](http://www.usip.org/isg/iraq_study_group_report/report/1206/iraq_study_group_report.pdf)

Résolution 1737 du Conseil de sécurité de l’ONU, 23/12/2006, <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N06/681/43/PDF/N0668143.pdf?OpenElement>

“Botching Iran”, par Daniel Benjamin, The National Interest, Brookings Institution, 03/01/2007, <http://www.brook.edu/views/articles/benjamin/20070103.htm>

« President’s future in doubt as MPs rebel and economic crisis grows », Guardian Unlimited, 16/01/2007, <http://www.guardian.co.uk/frontpage/story/0,,1991414,00.html>

« Jacques Chirac veut dialoguer avec l’Iran sur le Liban, malgré la crise du nucléaire », Le Monde.fr, 16/01/2007

« L’Iran, trois fois l’Iran, par Daniel Vernet », Le Monde.fr, 16/01/2007

“Iran president defiant in face of critical MPs”, Guardian Unlimited, 22/01/2007, <http://www.guardian.co.uk/iran/story/0,,1995749,00.html>

« L’Iran, frappé de sanctions, opte pour des représailles », Le Monde.fr, 23/01/2007

« Les soldats américains seraient autorisés à tuer les agents iraniens présents en Irak », Le Monde.fr, 26/01/2007

« Washington « peu disposé » à un dialogue direct avec l’Iran, selon John Negroponte », Le Monde.fr, 31/01/2007

“Europeans fear US attack on Iran as nuclear row intensifies”, Guardian Unlimited, 31/01/2007, <http://www.guardian.co.uk/international/story/0,,2002319,00.html>

“Powerful yet weak - a US dilemma”, Guardian Unlimited, 01/02/2007, <http://www.guardian.co.uk/usa/story/0,,2003309,00.html>

« Washington met en garde Téhéran contre son soutien aux insurgés chiites irakiens », Le Monde.fr, 01/02/2007

« Un tournant radical », Le Monde.fr, 01/02/2007

## Sur la Libye

“The Iraq War did not Force Gadaffi’s Hand”, par Martin S. Indyk, The Financial Times, 09/03/2004, <http://www.brookings.edu/views/op-ed/indyk/20040309.htm>

“Libya’s Decision”, par Ray Takeyh, Center for American Progress, 17/03/2004, <http://www.americanprogress.org/issues/2004/03/b38358.html>

“Timeline: Libya sanctions”, BBC News, mis à jour 15/10/2004, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/3336423.stm>

“Saif Gaddafi’s vision for Libya”, BBC News, 16/11/2004, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4014147.stm>

« La Libye renonce aux armes de destruction massive », Paula DeSutter, eJournal USA (Revue électronique du département d’État), mars 2005, <http://usinfo.state.gov/journals/itps/0305/ijpf/desutter.htm>

“Libya welcomes new US relations”, BBC News, 16/05/2006, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4985804.stm>

“Libya in from the Cold,” par Eben Kaplan, Council on Foreign Relations, 17/05/2006, [http://www.cfr.org/publication/10688/libya\\_in\\_from\\_the\\_cold.html](http://www.cfr.org/publication/10688/libya_in_from_the_cold.html)

« La Libye n’exécutera pas les infirmières bulgares selon l’un des fils de Kadhafi », Le Monde.fr, 28/01/2007

### **Sur le changement de majorité au Congrès**

“Why the Democrats have a Hard Time Gaining Trust in Diplomacy and Security”, Ivo H. Daalder et James M. Lindsay, publié dans Foresight, Brookings Institution, 01/05/2005, <http://www.brook.edu/views/articles/daalder/20050501.htm>

“Rallying the Democrats”, par James Nuechterlein, Commentary, vol. 122, n°2, septembre 2006

“Needed: A New Security Plan”, William D. Hartung, The Nation, 30/10/2006

“This marks the beginning of an end - and the end of a beginning”, par Timothy Garton Ash, Guardian Unlimited, 09/11/2006, <http://www.guardian.co.uk/Columnists/Column/0,,1942904,00.html>

“When Congress Checks Out”, par Norman J. Ornstein et Thomas E. Mann, Foreign Affairs, vol. 85, n°6, novembre/décembre 2006

“The Last Man Standing”, par Michael Hirsh et Dan Efron, Newsweek, 04/12/2006

“Now What?”, par Alexander Cockburn, The Nation, 04/12/06

“Their Opportunism, Our Opportunity”, par Gary Younge, The Nation, 11/12/06

« Un Congrès démocrate face à George W. Bush », Le Figaro.fr, 02/01/2007

« Nancy Pelosi devient la première femme à diriger la Chambre des représentants », *Le Monde.fr*, 05/01/2007

« La stratégie irakienne de George W. Bush se précise, le scepticisme demeure », *Le Monde.fr*, 07/01/2007

« Qui succèdera à George Bush l’an prochain ? », Le Figaro.fr, 09/01/2007

« Francis Fukuyama : il y a chez George Bush une « incapacité à reconnaître la réalité » (Entretien avec Francis Fukuyama), *Le Monde.fr*, 13/01/2007.